

## ***Compte-Rendu du Conseil Municipal du 26 avril 2011***

**Nombre d'élus : 23**

**En fonctions : 23**

**Présents : 14**

***Sous la présidence de M. STRAUB, Maire***

**14**

***Etaient présents:*** Mmes GAUGIN - MAHIEU - PALUCCI - M. NAVROT - NICOLAY - DHIOS -Adjoint.

Mmes ANTOINE - DILLER - HERZHAUSER

M. KAUFFER - BRABLE - CORTINA - OMINETTI - -Conseillers.

***Absents excusés:***

Mme PATRICOLA

Mme CUSUMANO -

M. LORANG

Mme ANDRE

M. PERRET

M. VINCENT

Mme FLORI

***Absents***

M. QUINIO

M. TISON

➔ proc à M. OMINETTI

➔ proc à Mme ANTOINE

➔ proc à M. STRAUB

➔ proc à Mme GAUGIN

➔ proc à M. DHIOS

➔ proc à M. NICOLAY

➔ proc à Mme DILLER

***Date d'envol de la convocation : 21 avril 2011***

*Secrétaire de séance : M. KAUFFER*

### ***Ordre du Jour***

1. Approbation du Compte rendu du CM du 29 mars 2011
2. Vote du taux des 3 taxes
3. Vote du Budget Primitif 2011
4. Résultat d'appel d'offres - parc informatique
5. Taxe locale sur la publicité extérieure
6. Bibliothèque – Subvention 2011
7. Bail commercial avec la société HYNDRA : signature du bail
8. Aménagement d'une micro-crèche \_ Avenant n°1 au marché de maîtrise d'œuvre
9. Contrat de maintenance du logiciel Microbib
10. Aménagement circuits de promenade – Réalisation d'un panneau cartographique
11. GrDF – Redevances 2011
12. Droit de préemption urbain
13. Divers

## 1) APPROBATION DU COMPTE RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL DU 29 MARS 2011

- ➔ Madame DILLER n'approuvera pas ce compte rendu car elle estime que ses propos n'ont pas été fidèlement retranscrits. Il a été noté « *Elle estime que les gens du quartier n'ont pas à aller se garer sur le parking de la mairie ou de la Frécotte qu'elle juge trop éloignés de son quartier (100m).* » Elle n'avait pas mentionné la distance.
- ➔ Monsieur CORTINA vote contre et réitère sa demande d'enregistrement des débats afin que les comptes rendus soient plus fidèles aux idées de chacun.
- ➔ Monsieur le Maire propose une nouvelle fois qu'à chaque conseil un secrétaire de séance différent soit nommé.
- ➔ Madame ANTOINE précise que rédiger un compte rendu est excessivement compliqué et qu'elle ne se sent pas apte à l'assumer.
- ➔ Monsieur NICOLAY précise qu'un compte rendu ne peut être exhaustif et retranscrire mot à mot les débats.

Le compte rendu du Conseil du 29 mars 2011 est approuvé par 19 voix pour et deux contre (Mme DILLER et M. CORTINA)

## 2) VOTE DU TAUX DES 3 TAXES

### Rapporteur : Monsieur le Maire

Monsieur le maire précise que ce point a été étudié et débattu en réunion de bureau du 18 avril dernier lors de la présentation du budget primitif.

Comme l'an passé, il insiste sur les faibles capacités d'autofinancement de la commune et propose par conséquent une augmentation mesurée des taxes cette année de 3 %.

M. CORTINA demande quels sont les taux appliqués par la communauté d'agglomération, le Département et la Région.

M. le Maire précise que Metz Métropole a augmenté ses taux de 15,6 % et que cette augmentation porte presque exclusivement sur la taxe d'habitation mais que la commune doit décider indépendamment de cela et en fonction de sa trésorerie. La part départementale de la taxe d'habitation a été transférée à Metz Métropole.

Monsieur CORTINA fait remarquer que pour un ménage, l'augmentation des taux de chaque collectivité territoriale se cumule, qu'il faut également ajouter à cela l'augmentation de 2% des bases donc une augmentation de 3% pour la commune lui paraît excessive.

Monsieur le Maire explique que la décision d'augmenter les taux s'explique par les différents frais de fonctionnement qu'il faut prendre en compte en plus cette année pour l'immédiat et l'an prochain :

- la difficulté d'obtenir des personnes sous contrat aidé (CAE) ce qui implique pour la commune le départ en début d'année de 6 personnes qu'il faudra très certainement songer à remplacer dans le courant de l'année (Monsieur NAVROT précise que les 3 % d'augmentation permettent de ne remplacer qu'une seule personne),
- l'étude sur l'accessibilité des handicapés aux bâtiments communaux et leurs déplacements dans la commune qui est en cours, fait état des gros travaux à venir auxquels on ne pourra échapper à partir de 2012.
- l'ouverture de la crèche en septembre 2012 qui engendrera des frais de fonctionnement estimés à 35 000 € par an.

M. CORTINA propose de discuter du bienfondé de la micro crèche dans la mesure où la commune ne peut supporter les futurs frais de fonctionnement sans augmenter les taxes ainsi que le lieu choisi pour son implantation en haut du village qui n'apparaît pas comme le plus judicieux.

Mme MAHIEU demande qu'on recentre le débat sur l'ordre du jour et non pas sur la remise en cause du projet de micro crèche. L'ensemble du conseil s'accorde à dire que le débat sur l'aménagement de la structure a déjà eu lieu.

M. CORTINA aimerait savoir ce que représente l'augmentation des taux pour un foyer sigéo-castellois.

Après calculs et en considérant une valeur locative moyenne sur la commune, Monsieur le maire précise que l'augmentation sera de l'ordre de 13 €/an pour la taxe d'habitation et 9 € pour la taxe foncière.

Il ajoute également que les foyers en difficultés qui répondent à certaines conditions peuvent être exonérés totalement ou partiellement des taxes.

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

**décide** une augmentation de 3 % des bases d'imposition qui se traduit par l'augmentation des taux comme suit :

	<b>2010</b>	<b>2011</b>
Taxe d'habitation	12.30 %	12.67 %
Taxe Foncier bâti	10.71%	11.03 %
Taxe Foncier non bâti	46.60 %	48 %

Adopté par 2 voix contre (Mme DILLER et M. CORTINA) et 19 voix pour.

### **3) VOTE DU BUDGET PRIMITIF 2011**

#### **Rapporteur : Monsieur le Maire**

Monsieur le Maire précise que ce point a été étudié et débattu en réunion de bureau du 18 avril dernier spécialement consacrée à l'étude du budget.

Il commente les principaux postes des sections de fonctionnement et d'investissement et rappelle le montant de l'affectation de résultat votée au précédent conseil de 240 192 €.

Il précise qu'aucune nouvelle opération n'est programmée en dehors du renouvellement du parc informatique des écoles pour 11 000 €.

Les opérations restantes figuraient déjà au budget précédent :

- Les travaux du Parc de l'Archyre sont réglés et la subvention est en cours de versement.
- Les travaux de la Vélo Route pour 304 000 € ne sont pas encore lancés car les aides prévues initialement à hauteur de 80 % n'ont pas été atteintes.
- L'aménagement de la microcrèche pour 386 000 € devrait démarrer dès l'accord des subventions escomptées pour une ouverture en septembre 2012.

Le budget primitif de la commune s'équilibre en dépenses et en recettes à la somme de :

**Section de fonctionnement : 1 856 834 €**  
**Section d'investissement : 1 383 690 €**

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

**vote** le budget primitif 2011.

Adopté par 20 voix pour et une abstention (Monsieur CORTINA)

#### 4) RESULTAT D'APPEL D'OFFRES – PARC INFORMATIQUE

##### Rapporteur : Monsieur NICOLAY

Monsieur NICOLAY informe l'Assemblée de la nécessité de procéder au remplacement du parc informatique des écoles qui s'avère obsolète. Après une réunion de concertation avec les directrices des écoles maternelles et primaire, M. WIRTZ chargé de la maintenance du parc informatique de la commune et plusieurs membres du conseil, il a été décidé du choix du matériel. Un appel d'offre a été lancé.

La commission d'appel d'offres s'est réunie pour procéder à l'ouverture et à l'analyse des offres le 18 avril 2011 à 14 h.

6 entreprises ont répondu.

Nom de l'entreprise	Montant HT	Montant TTC
NGS Informatique	12 740.52	15 237.66
JCD Informatique	13 231.00	15 864.14
TECSOFT	14 995.48	17 934.60
INNOVE Electronique	14 617.50	17 482.53
THIBJO	15 077.00	15 077.00
INGEDUS.COM	8 681.79	10 383.42

La commission d'appel d'offre propose de retenir l'offre économiquement et qualitativement la plus avantageuse à savoir, l'entreprise INGEDUS.COM

M. NICOLAY donne lecture du tableau des critères attendus qui ont permis de comparer les différentes offres.

M. KAUFFER demande la localisation de la société proposée. Monsieur NICOLAY précise qu'elle est située au Technopole de Metz.

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

**entérine** la décision de la commission d'appel d'offres.

Adopté à l'unanimité.

#### 5) TAXE LOCALE SUR LA PUBLICITÉ EXTÉRIEURE

##### Rapporteur : Monsieur NICOLAY

Monsieur NICOLAY rappelle qu'en date du 29 juin 2010, le Conseil avait décidé l'application de la taxe Locale sur la Publicité extérieure à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2011.

Les entreprises, commerces etc. concernés ont donc été avertis de cette nouvelle taxe et ils avaient jusqu'au 31 mars 2011 pour envoyer leur déclaration en mairie.

En parallèle, la commune a recherché un prestataire afin de l'assister dans l'application et la gestion de cette taxe.

En effet, il convient de recenser l'ensemble des dispositifs publicitaires (enseignes, panneaux publicitaires et pré-enseignes) sur la commune, d'estimer leur surface, de préparer la gestion des recettes et de suivre leur recouvrement. Puis de mettre à jour ces données chaque année. De plus, il précise que chaque prestataire fournira à la commune les éléments qui lui permettront de répondre à d'éventuels contentieux.

Deux prestataires ont fait parvenir une offre.

<b>Société</b>	REFPAC 270 nboulevard Clémenceau 59700 MARQ en BAROEUL Spécialisée en TLPE	ELIGEO Le Méricourt 19 boulevard Poissonnière 75 018 PARIS Spécialisée sur les collectivités locales
<b>Mission</b>	Procéder au relevé des dispositifs publicitaires Dresser une liste Etablir un tableau récapitulatif Saisir les informations dans une base de donnée Procéder au calcul de la taxe	Recenser les dispositifs publicitaires Validation et mise à jour des données Etablissement d'une base de données (tableur excel)
<b>Référencement</b>	Par GPS	Par GPS
<b>Prix</b>	10 % HT du montant total des émissions de titre chaque année	4000 € HT pour la durée du contrat
<b>Durée</b>	36 mois	3 ans
<b>Suivi des déclarations</b>	Fourniture d'une bibliothèque de courriers libres, fabrication des titres de recettes	Etablissement et envoi des déclarations aux redevables concernés, lettres de relance, suivi des titres de recettes
<b>Logiciel</b>	Semble fourni	1 200 € <b>mais fourni gratuitement après négociation</b>

Après étude et comparaison des propositions, il s'avère que la société ELIGEO est plus à même de proposer une prestation proche de nos besoins.

M. CORTINA demande s'il est bien nécessaire d'avoir recours à un prestataire et si les services communaux ne peuvent pas assumer cette charge de travail supplémentaire.

M. BRABLÉ et NICOLAY, précisent qu'à la base, ils pensaient que cela pourrait se faire mais qu'après avoir pris conscience du travail à accomplir, il apparaît très difficile de réaliser nous mêmes cette prestation.

M. BRABLÉ ajoute qu'il a effectué un recensement des publicités concernées, qu'un courrier a déjà été envoyé en début d'année à toutes les sociétés recensées sur le ban communal afin qu'elles fassent parvenir en mairie leur déclaration mais qu'il est très compliqué à notre niveau de pouvoir vérifier les déclarations (surface, nombre de panneau, type de panneau concerné etc...).

Monsieur le Maire précise qu'il est évident qu'un recours à un prestataire est nécessaire.

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

**décide** de retenir la société ELIGEO pour assister la commune dans l'application et la gestion de la TLPE.

Adopté à l'unanimité.

## 6) BIBLIOTHEQUE – SUBVENTION 2011

**Rapporteur** : Mme DILLER

Il est rappelé à l'Assemblée, que comme chaque année, une subvention est attribuée à la bibliothèque conformément à la convention qui lie la commune avec le Conseil Général. La somme prévue est de 2 € par habitant.

Le montant de la subvention s'élève donc à  $2881 \times 2 \text{ €}$  soit 5 762 €.

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

**confirme** l'octroi d'une subvention de 5 762 € à la bibliothèque municipale

Adopté à l'unanimité.

## **7) BAIL COMMERCIAL AVEC LA SOCIETE HYNDRA – SIGNATURE DU BAIL**

**Rapporteur : Monsieur le Maire**

Monsieur le Maire informe l'assemblée que suite à l'achat par la commune des terrains sis en section 9 n°183 et 203 à la société Réseau Ferré de France, il convient d'établir un bail commercial avec la société HYNDRA, propriétaire du centre de lavage implanté dessus.

Après consultation de notre conseil juridique en la matière, il apparaît que l'établissement d'un bail commercial est plus souhaitable qu'une convention précaire.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

❖ **confie** la rédaction du bail commercial à Maître GURY

❖ **autorise** le Maire à signer ledit bail.

Adopté à l'unanimité.

## **8) AMENAGEMENT D'UNE MICRO CRECHE – AVENANT N°1 AU MARCHE DE MAITRISE D'OEUVRE**

**Rapporteur : Monsieur NAVROT**

Monsieur NAVROT informe le Conseil que la Trésorerie a demandé de bien vouloir délibérer sur l'avenant n°1 au marché de maîtrise d'œuvre signé en décembre relatif à la réhabilitation des locaux 11 rue de Crimée dans le but d'y aménager une micro-crèche du fait de la forte augmentation du coût des travaux par rapport à l'estimation initiale.

Monsieur NAVROT rappelle, comme il l'a déjà évoqué lors du conseil du 8 février dernier, que le coût était en mars 2010 de 150 000 € HT dont 30 000 € de mobilier ce qui portait la rémunération du bureau d'étude à 13 200 € HT soit 11 % de l'estimation hors mobilier mais que suite à diverses modifications demandées par la commune, afin d'obtenir un bâtiment label BBC, comme la réfection complète de la toiture avec une isolation renforcée, la mise en place de panneaux solaires pour la production d'eau chaude, d'une chaudière à condensation et d'une ventilation double flux.

Le montant de travaux est désormais au stade PROJET de 287 300 € HT dont 10 000 € de mobilier et électroménager.

Il convenait donc de régulariser la situation du maître d'œuvre et sa rémunération qui était établie sur un pourcentage de l'estimation initiale.

Compte tenu de la forte hausse, le maître d'œuvre a accepté de ramener le taux de rémunération à 9,50%. Ce qui porte le forfait de rémunération à 31 506.83 € TTC

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

**accepte** les modifications telles que présentées ci-dessus et autorise le Maire à signer l'avenant.

Adopté par 20 voix pour et une abstention (Monsieur CORTINA).

## 9) CONTRAT DE MAINTENANCE DU LOGICIEL MICROBIB

**Rapporteur : Mme DILLER**

Comme chaque année, il convient de délibérer sur le renouvellement du contrat de maintenance du logiciel Microbib installé à la bibliothèque et couvrant la période du 1<sup>er</sup> juin 2011 au 31 mai 2012.

Le montant de la redevance passe de 206 € à 208 €.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

**décide** de renouveler la maintenance du logiciel de la bibliothèque à la société Microbib pour la somme de 208 €.

Adopté à l'unanimité.

## 10) AMENAGEMENT CIRCUITS DE PROMENADE – REALISATION D'UN PANNEAU CARTOGRAPHIQUE

**Rapporteur : Monsieur DHIOS**

Monsieur DHIOS fait le point sur l'évolution du projet de développement touristique de la commune, projet qui faisait parti du programme électoral.

Dans ce cadre, il rappelle au conseil qu'il avait été décidé de créer en partenariat avec le Club Vosgien 3 sentiers de promenade sur le ban communal :

- Circuit Robert Schuman
- Tour du Mont Saint Quentin
- Promenade de la Moselle

auxquels vont venir s'ajouter deux sentiers intra-muros orientés vers la découverte du patrimoine. Il rappelle que ce projet, à l'initiative de la commission communication, et pris en charge par Mme HERZAUSER, a été développé par une étudiante, Mlle HERBIN Caroline, qui viendra présenter le résultat de son travail au prochain conseil.

Madame PALUCCI remercie les membres de la commission développement durable qui ont parcouru les trois circuits afin de pouvoir établir un topoguide qui sera imprimé par la commune et mis à disposition des touristes sous le plan qui sera implanté sur la parking de l'Esplanade, lieu de départ des sentiers.

Afin de pouvoir communiquer au mieux sur ces nouveaux sentiers balisés, il propose de faire réaliser un panneau cartographique regroupant les circuits.

Deux possibilités ont été étudiées :

- 1- la réalisation d'un panneau 120 x 160 1 face pour affichage extérieur comprenant une carte d'ensemble du secteur couvert par les 3 circuits balisés et leur liaisons avec les autres principaux itinéraires de randonnées (GR5, balades de Metz métropole, Club vosgien etc..) et un plan agrandi du centre ville (2 circuits de découverte intra-muros en cartouche sur le plan d'ensemble. Montant 1 250 € HT dont la réalisation de la maquette du topoguide.
- 2- 1 panneau 120 x 160 pour affichage extérieur 2 faces :  
 Au recto, une carte d'ensemble du secteur couvert par les 3 circuits balisés et leur liaisons avec les autres principaux itinéraires de randonnées (GR5, balades de Metz métropole, Club vosgien etc..) et des cartouches spécifiques pour les circuits.  
 Au verso, un plan agrandi du centre ville (2 circuits de découverte intra-muros en cartouche sur le plan d'ensemble. Montant 1 800€ HT.

Monsieur DHIOS propose de retenir la proposition n°1.

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

**décide** la réalisation d'un panneau 1 face pour un montant de 1 250€ HT comme détaillé ci-dessus.

Adopté à l'unanimité.

## 11) GrDF – REDEVANCES 2011

**Rapporteur : Monsieur DHIOS**

### a ) Redevance de fonctionnement R1

Monsieur DHIOS rappelle que la redevance de concession R1 a pour objet de faire financer les dépenses annuelles de structure, supportée par l'autorité concédante pour l'accomplissement de sa mission au titre du service public de la distribution de gaz.

Différents paramètres sont pris en compte dans la formule de calcul tels que la population, la longueur des canalisations, la durée de la concession et différents index.

Pour 2011, le montant de la redevance R1 est de 1 437 €.

### b) Redevance d'occupation du domaine public

L'occupation du domaine public par les ouvrages de distribution de gaz donne lieu au paiement d'une redevance. Elle est réévaluée chaque année en fonction du dernier index ingénierie connu au 1<sup>er</sup> janvier de l'année concernée.

Pour 2011, le montant de la redevance d'occupation du domaine public s'élève à 494 €.

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

**autorise** le Maire à procéder à l'encaissement de ces sommes.

Adopté à l'unanimité.

## 12) DROIT DE PREEMPTION URBAIN

**Rapporteur : Monsieur BRABLE**

Monsieur BRABLE informe le Conseil que le Maire n'a pas fait application du droit de préemption urbain pour les biens suivants :

Terrain bâti                      section 1 n°175                      rue Saint Nicolas

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

**prend acte** de la décision du Maire de ne pas faire application du droit de préemption urbain pour le bien cités ci-dessus.

Adopté à l'unanimité.

## 13) : DIVERS

### A. Motion contre les fermetures de classes.

Monsieur le Maire souhaiterait soumettre au conseil une motion adressée à l'Inspection Académique relative à l'annonce de la fermeture de la 7<sup>ème</sup> classe à l'école primaire ainsi que de la classe du RASED.



Il fait un bref rappel chronologique :

Un courrier du 26 mars de l'Inspection reçu le 28 mars nous annonce la suppression envisagée de la 7<sup>ème</sup> classe et demande à la commune son avis avant le 31 mars. Le 6 avril, un courrier confirme la suppression de la 7<sup>ème</sup> classe et mentionne sur une feuille annexe la suppression de la classe RASED sans en avoir fait mention dans le courrier.

Monsieur le Maire donne lecture du courrier qu'il adressera à l'Inspection Académique en plus de la motion.

<b>MOTION</b>
---------------

*La Commune de SCY-CHAZELLES avait été informée de la fermeture du 7<sup>ème</sup> poste élémentaire par un courrier de l'Inspection Académique du 26 mars 2011 reçu le 28 mars et auquel il devait être répondu le 31 mars, ce qui fut fait. Elle déplore que toute concertation n'ait été qu'illusion car le 1<sup>er</sup> avril les décisions étaient entérinées à la hussarde et dans la précipitation sous le prétexte fallacieux des élections cantonales des 20 et 27 mars.*

*Elle déplore n'avoir jamais eu de réponse à sa lettre du 31 mars.*

*Elle déplore avoir reçu un nouveau courrier du 6 avril dans lequel il n'est pas question de la fermeture d'une seconde classe, en l'occurrence la classe RASED, sauf .....dans une note d'accompagnement distincte et succincte. Sur cette note, la fermeture de la classe RASED apparaît en douce.*

*Elle déplore la fermeture de ces deux classes et le caractère sournois de l'annonce de la fermeture de la classe RASED sans un semblant de concertation et même sans information préalable.*

*Elle rappelle que cette classe RASED a été ouverte l'an passé et que des travaux conséquents ont été réalisés dans l'urgence pour permettre l'ouverture et le fonctionnement de cette classe dans de bonnes conditions sans oublier l'acquisition de 2 ordinateurs.*

*Elle considère que la fermeture de cette classe un an après son ouverture témoigne d'un mépris total des enfants concernés.*

*Elle rappelle que SCY-CHAZELLES accueille une grande partie des enfants du Centre Départemental de l'Enfance de la rue Robert Schuman et que ces enfants étaient précisément ceux pour qui cette classe était utile.*

*Elle demande que ces décisions soient rapportées.*

*Monsieur le Maire souhaite un entretien avec Monsieur l'Inspecteur d'Académie*

*Adoptée à l'unanimité.*

SCY-CHAZELLES, le 29 avril 2011

Le secrétaire de séance  
Gilbert KAUFFER

le Maire  
Jacques STRAUB